De la légitimation à la mise à distance : les journalistes face aux experts dans les débats télévisés relatifs au terrorisme islamique

From legitimation to distancing: journalists' perceptions of experts in televised debates on Islamic terrorism

Bochra Nemri

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/6319>

DOI : 10.4000/edc.6319

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université Lille-3

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2015

Pagination : 131-150

ISBN : 978-2-917562-13-0

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

Bochra Nemri, « De la légitimation à la mise à distance : les journalistes face aux experts dans les débats télévisés relatifs au terrorisme islamique », *Études de communication* [En ligne], 44 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/edc/6319> ; DOI : 10.4000/edc.6319

Varias...

BOCHRA NEMRI
DE LA LÉGITIMATION À LA MISE À DISTANCE :
LES JOURNALISTES FACE AUX EXPERTS
DANS LES DÉBATS TÉLÉVISÉS RELATIFS
AU TERRORISME ISLAMIQUE

Introduction

Le 10 août 2006, un complot présenté comme « imminent » visant l'explosion simultanée de plusieurs avions de ligne au départ du Royaume Uni et à destination d'aéroports nord américains est déclaré avoir été déjoué par Scotland Yard. Attribuée au terrorisme islamique, cette tentative présente une similitude avec les attentats du 11 septembre 2001 : dans les deux cas, l'on est en présence d'une instrumentalisation d'avions de ligne aux fins de commission d'actes terroristes, autrement dit, de leur utilisation comme des armes. Ces faits vont immédiatement relancer dans l'espace public médiatique¹ le débat relatif à la sécurité aéroportuaire, un débat qui se cristallise autour de l'une des nombreuses questions récurrentes soulevées par le terrorisme islamique depuis le 11 septembre 2001.

¹ Nous en retenons la définition qu'en propose Patrick Charaudeau, qui le décrit comme un espace de débat organisé par des médias d'information qui « contribuent [...] à la réalisation du débat social en mettant en place dans un lieu particulier – le leur, qu'ils maîtrisent – des dispositifs qui permettent surgissement et confrontation de paroles diverses », in Charaudeau (2011 : 156).

La notion de « question » doit ici être envisagée dans le sens où elle se trouve appréhendée par l'analyse du discours argumentatif, à savoir comme « un point controversé, résultat de l'expression de points de vue divergents sur un même thème » (Charaudeau, Maingueneau, 2002 : 480). Rendant compte des situations argumentatives dialogiques, Christian Plantin met en évidence le fait que la question est le résultat de l'expression d'une proposition (définie comme « un discours minimal exprimant un point de vue »), et d'un contre discours : « s'étant ainsi heurtée à une opposition, la proposition est problématisée, mise en question, et il s'en dégage le thème du débat, la question » (Plantin, 1996 : 21).

« Se (déployant) seulement lorsque le thème devient problème, hors de la sphère des certitudes, dans les tensions entre savoir et croire, comprendre et transformer » (Nel, 1989 : 83), le débat télévisé, « genre » qui ne se confond pas « avec les émissions que la télévision elle-même dénomme ainsi » (Charaudeau, 2011 : 183), organise l'affrontement argumenté de points de vue contradictoires invités à s'exprimer autour de questions ayant vocation à être débattues sur le terrain du *vraisemblable*, une notion qui, dans le cadre d'une approche rhétorique de l'argumentation exploitant l'héritage aristotélicien, doit être appréhendée « autant comme un produit que comme un fondement du discours » (Charaudeau, Maingueneau, 2002 : 602). En effet, comme le résumait Philippe Breton et Gilles Gauthier, « la rhétorique traite du discutable et du vraisemblable. La rhétorique 'ne prend pour sujets que des questions qui sont déjà matière habituelle de délibération', ou des 'questions qui sont manifestement susceptibles de recevoir deux solutions opposées' (Rhétorique, livre I, 2, 1356a et b). Ce qui relève de l'évidence ou de la démonstration scientifique (Aristote parlera dans ce cas d'analytique') sort du champ des sujets rhétoriques » (Breton, Gauthier, 2011 : 27).

Provoquées et gérées par l'instance médiatique², ces situations de débats constituent un contexte sous-tendant l'intervention des experts, une catégorie de participants dont certaines émissions qualifiées d'émissions de « débat » ou de « magazines de débat »³ requièrent régulièrement le concours. Tel est le cas des émissions

2 Sur l'événement *provoqué*, ainsi que sur la notion d'*instance médiatique*, l'on se reportera à Patrick Charaudeau, 2011.

3 Pour notre part, nous retenons la qualification générique adoptée dans le cadre du catalogue des fonds du dépôt légal de la radio-télévision.

télévisées *Ripostes* (France 5), *C dans l'air* (France 5) et *Mots croisés* (France 2)⁴, diffusées sur les chaînes nationales publiques, dans le cadre desquelles il est d'usage de procéder à l'invitation d'« experts ». L'analyse thématique des débats relatifs au terrorisme islamique organisés dans ces émissions durant la période de cinq ans comprise entre les attentats du 11 septembre 2001 et les attentats déjoués de Londres de la nuit du 9 au 10 août 2006)⁵ révèle l'existence de deux catégories d'enjeux principaux et récurrents motivant la participation de cette catégorie d'intervenants : d'une part, la détermination des responsabilités, à la fois directes et indirectes (qui/qu'est ce qui est responsable ?), d'autre part la mise en lumière des conséquences de l'événement, tant souhaitables que prévisibles (comment (ré)agir ? quelle pourrait être la suite des événements ?).

La convocation de ces spécialistes, présumés avoir les qualités permettant de colmater par du « sens » la brèche ouverte par l'événement, procède d'une volonté de combler un besoin d'information : celui, projeté⁶, du téléspectateur citoyen. Mais l'instance journalistique réserve-t-elle un accueil homogène aux expertises si ardemment sollicitées ? Envisager l'expertise comme acte d'élaboration d'une production intellectuelle spécifique dont le vraisemblable constitue une qualité essentielle permet d'adopter un double niveau d'analyse des rapports que les journalistes entretiennent vis à vis des experts dans le cadre des « échanges en plateau » organisés au sein des émissions considérées (Lochard, 2007 : 89)⁷.

4 La diffusion de l'émission *Ripostes*, magazine de débat hebdomadaire diffusé sur France 5 depuis 1999, a été suspendue à compter de 2009. S'agissant de *C dans l'air*, magazine de débat quotidien, et *Mots croisés*, émission bimensuelle à compter de septembre 2001 et jusqu'en 2012, elles sont respectivement diffusées depuis 2001 et 1997.

5 Le corpus est constitué des émissions *Ripostes*, *C dans l'air* et *Mots croisés* consacrées au terrorisme islamique, diffusées entre le 24 septembre 2001 et le 23 novembre 2006, couvrant la période événementielle comprise entre les attentats du 11 septembre et les attentats déjoués de Londres d'août 2006, soit un ensemble de 92 émissions correspondant à une centaine d'heures de diffusion.

6 Il nous semble pertinent d'opérer une distinction entre le besoin réel d'information du téléspectateur, auquel il est difficile d'avoir accès – sinon à travers une tentative d'étude spécifique ? – de son besoin d'information tel que les médias en projettent la représentation, ce dernier besoin pouvant faire l'objet d'une proposition de reconstruction.

7 *Mots croisés* et *C dans l'air* étant des émissions « à débat enchâssé » (Nel, 1989), nous empruntons à Guy Lochard la notion d'« échanges en plateau » afin de

En effet, penser l'expertise dans sa dimension procédurale (comme « acte d'expertise ») invite à interroger la spécificité des qualités attachées par l'instance médiatique à l'hétérogénéité des personnes physiques dont le concours est requis, une spécificité qu'il est proposé d'appréhender à travers une exploitation des séquences de débat à la lumière d'une analyse sémiologique des modalités à travers lesquelles la qualité d'expert se trouve signifiée. A cet égard, la diversité des intervenants auxquels les journalistes font appel implique-t-elle pour autant de leur part une perception unifiée de la figure de l'expert ?

Centrer plutôt notre attention sur l'expertise en tant que prestation – comme « résultat » de l'acte d'expertise – ancrée dans le vraisemblable permet de soulever la question des modalités de sa réception par l'instance journalistique, modalités invitées à être explorées à travers une analyse sémio-pragmatique des interactions entre experts et journalistes. A cet égard, la qualité d'« expert » conférée à la variété des individus convoqués à ce titre garantit-elle une réception journalistique homogène de leurs discours ?

L'adoption successive de ces deux angles d'analyse permet d'observer que si l'instance journalistique institue des intervenants aux origines éparses en « corps d'experts », cette homogénéisation médiatique de la figure de l'expert n'est cependant pas exclusive de l'attribution, à certaines expertises, d'un niveau moindre de crédibilité, témoignage d'une perception journalistique hiérarchisée des points de vue exprimés.

La représentation médiatique de l'expert : la compétence légitimée

L'expert, figure de la compétence

L'observation du corpus à la lumière d'une analyse sémiologique des modalités à travers lesquelles la qualité d'« expert » de certains participants se trouve signalée, permet de mettre en évidence deux hypothèses.

La première correspond à la situation où l'identification de l'expert procède de sa désignation explicite soit sous cette qualité, soit

rendre compte de la sélection, à titre de corpus, des seules séquences de débat, les séquences de reportage étant écartées du cadre d'analyse.

sous celle de « spécialiste ». L'occasion en est alors habituellement fournie par la rituelle présentation des intervenants antérieure à l'ouverture des débats, quoique le statut de « spécialiste » puisse également être rappelé en cours d'émission.

Ces opérations de qualification côtoient une autre hypothèse : celle où l'explicitation de la qualité d'expert d'un participant aux débats se réalise à travers l'explicitation de sa compétence. L'intervenant est alors expressément présenté comme détenteur d'une compétence dont la demande de mobilisation constitue la cause⁸ explicite et déterminante de sa convocation. Ainsi, dans cet échange entre Thierry Meyssan, journaliste défendant la thèse d'un complot américain à l'origine des attentats du 11 septembre 2001, et François Bernard Huygue, il est intéressant d'observer la manière l'animateur-journaliste met en exergue l'autorité intellectuelle dont jouit ce dernier au moyen de l'évocation de son statut social d'« enseignant » auquel se trouve implicitement attachée une compétence justifiant son intervention :

Tableau 1 : *C dans l'air*, 21/03/02

T. Meyssan : ...et moi je remarque que c'est ça, la rumeur : vous voyez, la rumeur c'est quand tout le monde parle de quelque chose...
J.-F. Huygue : Non non non ! On n'est pas dans la rumeur, là !
T. Meyssan : Mais si !...
Y. Calvi : Si vous voulez, vous avez un enseignant qui décrit des phénomènes qu'on connaît assez bien, qui correspondent à des thèses et des thèses du complot !

La notion de compétence est en effet essentielle dans la caractérisation de l'expert : « l'expertise suppose la capacité de mobiliser un ensemble de compétences pratiques dans l'examen d'une situation », ce qui permet à l'expert d'avoir une « capacité heuristique

8 La notion de cause renvoie ici à la « raison d'être » de la présence de l'intervenant sur le plateau, du point de vue de l'instance journalistique, une « raison d'être » qu'il est possible de déduire de l'analyse du corpus. En ce sens, nous nous inspirons de la définition de la cause dans son acception juridique : la cause d'un contrat est en effet définie comme le but immédiat qui conduit le débiteur à s'engager (dans l'hypothèse de la vente, la cause de l'obligation du vendeur est ainsi le paiement du prix par l'acheteur, tandis que la cause de l'obligation de l'acheteur se trouve être la livraison de la chose par le vendeur).

(qui) est centrale dans l'expertise. Elle explique en particulier une attitude caractéristique de l'expert qui est 'de regarder les données connues non en elles-mêmes mais plutôt comme des indices de ce qui est inconnu, comme éléments qui pointent vers celui-ci et qui en constituent des parties' » (Fornel, 1990 : 67 et Fornel, 1990 : 68 citant Polanyi).

L'expert est donc celui dont la compétence lui permet d'avoir une capacité heuristique dont il est précisément explicitement attendu l'exercice :

Tableau 2 : *Ripostes*, 23/03/03

S. Moati : ...Gilles Leclair, vous d'abord. Merci beaucoup d'être là. Vous êtes directeur de l'UCLAC. L'UCLAC, c'est l'Union de coordination de la lutte antiterroriste...

G. Leclair : Unité ! Unité !

S. Moati : Unité antiterroriste ! Vous ne faites pas beaucoup d'apparitions à la télévision, vous parlez rarement [...]. Avec vous, nous verrons quelles sont les menaces possibles qui pèsent sur la France mais aussi sur les intérêts français à l'étranger. Michel Wieviorka, bonjour. Vous êtes sociologue et directeur du Centre d'analyse et d'intervention sociologique, le CADIS. Vous nous direz si la guerre en Irak est susceptible selon vous d'alimenter l'hyper terrorisme apparu le 11 septembre [...].

L'objet de la requête médiatique formée auprès de ces deux intervenants est identique, à savoir une invitation à exercer leur aptitude à lever le voile sur une inconnue, et ce même si aucun d'entre eux ne fait cependant l'objet d'une désignation explicite sous le terme de « spécialiste ». C'est qu'en réalité, il importe peu que l'intervenant soit (ou ne soit pas) ainsi expressément qualifié par l'instance journalistique dès lors que c'est précisément la mobilisation de sa compétence heuristique⁹ qui constitue la raison d'être de sa sollicitation médiatique.

9 La compétence heuristique est appréhendée comme constituant une forme particulière de compétence, cette dernière devant en effet être envisagée comme ne se réduisant pas à cette aptitude particulière.

Une compétence aux fondements multiples

L'expérience, source protéiforme de compétence

« Vous avez un enseignant qui décrit ces phénomènes » : la manière dont l'animateur lie la compétence de l'intervenant à son statut social invite à s'interroger sur la source supposée de cette compétence aux yeux des journalistes. En réalité, ce n'est pas tant le statut social d'enseignant qui justifie la compétence de cet invité mais bien celle présumée¹⁰ attachée à l'exercice de son activité. En l'espèce, l'exercice d'une activité d'enseignement, qui suppose des activités de recherche relative à l'objet enseigné, a permis à cet intervenant d'acquérir une certaine expérience dont il résulte, entre autres compétences, une compétence heuristique. C'est de son expérience professionnelle (d'enseignant-chercheur) que découle la compétence de François Bernard Huygue.

Pour l'instance journalistique, la compétence résulte de l'expérience. C'est ce qui permet de comprendre que ses demandes d'expertise soient dirigées vers une grande variété d'intervenants.

A cet égard, certes, un grand nombre d'invités dont elle sollicite l'expertise sont des chercheurs, dont un certain nombre sont issus des « think tanks ». Tous ont pour point commun une expérience professionnelle forgée dans la recherche. S'ils sont parfois explicitement désignés sous le terme d'« expert », la simple évocation de leurs qualifications et de leur expérience professionnelles suffit très souvent à légitimer le bien fondé de leur sollicitation. Cependant, aux yeux de l'instance journalistique, la demande d'expertise se révèle aussi légitimée par une présomption de compétence attachée à une large gamme d'expériences professionnelles. Ainsi, l'expérience de l'investigation journalistique dans un domaine élu confère également des compétences¹¹, et notamment la compétence heuristique :

10 Il s'agit d'une présomption qui est le fait de l'instance journalistique.

11 Il s'agit de compétences qui sont à la fois générales (par exemple celles touchant aux procédures de traitement de l'information, mais on pourrait en citer d'autres), et particulières, liées au domaine spécifique dans lequel s'exerce l'investigation (notamment la compétence heuristique).

Tableau 3 : *C dans l'air*, 5/02/02

Y. Calvi : ...Enfin, Frédéric Helbert, grand reporter, journaliste spécialisé. Vous enquêtez régulièrement sur les filières terroristes en France. Nous découvrirons dans quelques instants votre reportage puisque vous suivez toutes ces questions pour *C dans l'air* depuis septembre. C'est à vous que je pose la première question : il paraît que les juges antiterroristes en France continuent de dire « la menace perdure, elle est sérieuse et elle est même sérieuse sur le territoire ». Alors, est-ce que c'est bien le cas ?

En réalité c'est l'expérience de terrain au sens large qui est susceptible, du point de vue de l'instance médiatique, de légitimer une demande aux fins d'expertise. Ainsi, l'expérience acquise sur le terrain des banlieues est qualifiante : conférant à Aziz Tahiri le titre de « spécialiste des banlieues », elle légitime son invitation aux côtés d'Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes, et Alexandre Delvalle, chercheur en géopolitique à l'Institut international d'études stratégiques :

Tableau 4 : *C dans l'air*, 18/04/02

Y. Calvi : ...Enfin Aziz Tahiri est spécialiste des banlieues. Vous êtes conseiller technique en prévention de la délinquance à Grenoble et membre du comité dauphinois d'action socio-éducative. Outre la délinquance, vous suivez l'évolution de l'influence intégriste islamiste et potentiellement terroriste dans les quartiers sensibles en Rhône Alpes. Alexandre Delvalle, si vous le voulez bien, on va commencer avec vous...

*Etat, société civile, communauté journalistique :
les trois sphères de rattachement*

L'hétérogénéité des intervenants sollicités au titre de leur expertise semble néanmoins se concentrer autour d'une appartenance à trois sphères de rattachement.

La sphère étatique tout d'abord : elle fournit des experts issus soit de l'administration, soit du pouvoir judiciaire¹². Au titre de la

12

A notre sens, ayant le statut d'hommes politiques, les intervenants issus du

première catégorie, on pourrait citer à titre illustratif des personnalités telles que Christian Prouteau¹³ ou Jean Charles Marchiani¹⁴, tous deux préfets (le premier étant ancien directeur de la cellule antiterroriste à l'Elysée, le second étant ancien agent du SDECE) ; Gilles Leclair¹⁵ (directeur de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste ou encore Stéphane Berthomet¹⁶ (capitaine de police). Quant au pouvoir judiciaire, il fournit les magistrats. A cet égard, on peut citer Jean-Louis Bruguière¹⁷ ou Evelyne Sire Marin.

La société civile est pourvoyeuse d'une grande variété d'experts, dont la majorité est issue du monde de la recherche universitaire et institutionnelle¹⁸. A cet égard, les disciplines d'exercice sont variées : en tout premier lieu la science politique et les relations internationales, mais également la sociologie, l'anthropologie, l'histoire, toutes ces disciplines étant elles-mêmes subdivisées en sous-disciplines, et faisant l'objet d'éclatement en diverses thématiques de recherche (géopolitique, histoire des religions, histoire des conflits, islamologie etc.). On peut mentionner le milieu judiciaire, fournisseur d'avocats mais également le milieu de l'expertise technique, cette notion devant être entendue au sens large, ce qui permet par exemple d'inclure dans cette catégorie d'experts des personnalités comme Serge Roche, expert en sûreté aérienne¹⁹ ou une personnalité comme Aziz Tahiri, précédemment cité.

Enfin, la sphère journalistique constitue une troisième sphère de rattachement possible, ces journalistes présentés comme « spécialisés », étant issus du média presse (on peut citer Jean-Dominique Merchet, journaliste à *Libération*²⁰, Jean Guisnel,

pouvoir législatif doivent être exclus de la catégorie des experts, excepté dans l'hypothèse où l'instance médiatique les sollicite de manière explicite au seul titre de leur expertise.

13 *Ripostes*, France 5, 16/09/01 ; *C dans l'air*, La 5^e, 31/10/01.

14 *Ripostes*, France 5, 21/10/01.

15 *Ripostes*, France 5, 23/03/03 ; *Mots croisés*, France 2, 28/04/03.

16 *Ripostes*, France 2, 16/10/05.

17 *Ripostes*, France 5, 10/09/06 ; *Mots croisés*, France 2, 9/09/02.

18 La recherche institutionnelle inclut les activités de recherche menées dans le cadre des « think tanks ».

19 *C dans l'air*, France 5, 17/10/01.

20 *Ripostes*, France 5, 23/03/03.

journaliste au *Point*²¹) ou du média télévisé (les reporters Frédéric Helbert²² ou Mohamed Sifaoui²³).

Si la variété des expériences qualifiantes au titre d'expert met en évidence la diversité régnant au sein de cette catégorie d'intervenants, cette hétérogénéité se trouve cependant tempérée par l'existence d'une perception journalistique de ces figures plurielles comme étant détentrices d'une capacité commune. Légitimant leur sollicitation sur les plateaux, leur compétence heuristique supposée constitue en effet un dénominateur commun érigeant en corps d'experts les divers participants aux débats organisés autour des questions suscitées par le terrorisme islamique.

L'effet homogénéisant du statut d'auteur

Concrétisation de cette compétence, les publications des intervenants sollicités au titre de leur expertise sont volontiers largement citées par l'instance journalistique, justifiant l'opportunité de leur convocation médiatique.

Pour autant, le statut d'auteur ne fait pas forcément l'expert. En effet, souvent invités sur les mêmes plateaux que ces derniers, d'autres catégories d'intervenants – hommes politiques, essayistes, philosophes... – ne manquent pas de bénéficier, de la part de l'animateur, d'une présentation de leurs ouvrages. En lien avec les thématiques abordées, ils attestent de leur légitimité à s'exprimer sur les questions abordées, aux côtés des experts.

Cependant si les activités de publication ne sont pas une caractéristique propre à l'expert, elles témoignent néanmoins de sa compétence. Surtout, elles contribuent à la construction médiatique d'une représentation unifiée de la figure de l'expert, la citation des écrits élaborés par les personnalités sollicitées produisant un effet d'estompement de la disparité :

21 *C dans l'air*, France 5, 05/06/02.

22 *C dans l'air*, France 5, 05/02/02 ; *C dans l'air*, France 5, 03/10/05.

23 *C dans l'air*, France 5, 05/06/02.

Tableau 5 : *Mots croisés*, 28/05/02

A. Chabot : ...Je ne sais pas si vous le voyez, je penche le livre : Gérard Chaliand – vous voyez qu'on a beaucoup publié sur ce sujet – « L'arme du terrorisme » ; Xavier Raufer avec Robert Baer²⁴, c'est « La guerre ne fait que commencer ». Et puis je voudrais citer deux livres, évidemment, publiés par des journalistes de France 2 : Gilles Mariné, qui est auteur des « Cités hors la loi », ça nous ramène à l'insécurité ; c'est chez Ramsay. Et puis Charles Enderlin ; ça, c'est le Proche Orient. Notre correspondant de France 2, on le sait, en Israël : « Le rêve brisé. Histoire de l'échec du processus de paix au Proche Orient ». Et puis d'un mot pour Dominique Wolton, tout à l'heure, vous l'avez entendu : « Internet, petit manuel de survie »...

Politologues, sociologues, agents du renseignement, journalistes : le statut d'auteur institue des personnalités multiples en une catégorie d'invités homogène, unifiée autour de la figure de la compétence. Mais cet effet d'uniformisation implique-il pour autant une réception journalistique homogène des prestations proposées ?

La réception médiatique du discours des experts : la compétence mise à distance

L'expertise, une proposition de vraisemblables

L'expertise réside dans le fait d'élaborer (acte d'expertise) une production intellectuelle spécifique (le résultat de l'acte d'expertise). Interroger la nature de cette dernière nécessite d'être attentif au motif sous-tendant la sollicitation médiatique de l'expert. Ce motif a été précisé comme étant une *quête du sens*, une demande d'élucidation présumant la capacité heuristique de l'expert à déterminer deux éléments fondamentaux : d'une part les responsabilités (domaine du plausible), d'autre part les conséquences, ces dernières étant appréhendées d'un point de vue tant prospectif (domaine du possible), que pragmatique (domaine du souhaitable).

Or, cette requête médiatique implique une quête de *savoir* inéluctablement vouée à l'échec si elle prétend déboucher sur des

réponses formelles, autrement dit, incontestables. Cela tient à la nature de cet *inconnu* sur lequel l'instance journalistique invite les experts à lever le voile car en aucun cas les domaines dans lesquels ces questions ouvrent des débats – ceux de la décision politique, de la prévision, de l'explication en termes de causes et de responsabilités – ne s'inscrivent dans un terrain accessible à la connaissance mais seulement à la conviction.

Lorsqu'« il s'agit de questions judiciaires, économiques, politiques, pédagogiques, peut être aussi éthiques et philosophiques, on n'a pas affaire au vrai ou au faux, mais au plus ou moins vraisemblable » (Reboul, 2001 : 103). Ni la détermination de la chaîne des responsabilités, ni celle des bonnes décisions à prendre ou de la suite du déroulement des événements ne sauraient être établies au terme d'une démonstration appuyée par des preuves irréfutables conduisant à une connaissance certaine. Tout au plus peuvent-elles prétendre faire l'objet de *certitudes* étayées par de solides « raisons de croire ». Des « raisons de croire » qui, si solides soient-elles pour justifier la défense d'une thèse, ne peuvent cependant qu'échouer à la protéger contre la réfutation. C'est ce qui distingue la démonstration, domaine du vrai et du faux, de l'argumentation, domaine du vraisemblable et du non vraisemblable, comme l'illustre l'échange suivant concernant la question d'une éventuelle complicité entre Oussama Ben Laden et le Président irakien Saddam Hussein²⁵. L'inconnue faisant l'objet de la demande médiatique d'expertise donne lieu à la proposition de deux schèmes interprétatifs opposés quoique tous deux vraisemblables : celui de la plausibilité d'une telle coopération, défendue par Roland Jacquard (Observatoire international du terrorisme), auquel s'oppose la thèse de l'impossibilité d'un tel concours, soutenue par Antoine Basbous (Observatoire des pays arabes) :

25 Une complicité emportant dès lors implication du régime irakien dans la perpétration des attentats du 11 septembre 2001. Il s'agit d'une thèse alors avancée aux Etats-Unis.

Tableau 6 : *C dans l'air*, 04/12/01

Y. Calvi (s'adressant à Antoine Basbous) : Sur le parallèle d'intérêts entre les deux hommes ? Deux personnalités charismatiques, nous disait Roland Jacquard il y a quelques instants, mais en même temps à la fois aux intérêts par moments convergents, sauf que l'un est un religieux et que l'autre, c'est un leader nationaliste à l'opposé de ce qu'on pourrait imaginer être le fanatisme musulman. Antoine Basbous ?

A. Basbous : Eh bien ce sont deux hommes qui ne peuvent jamais se rencontrer parce que pour monter des opérations de cette nature, il faut la confiance. Or, pendant toute leur histoire, l'un et l'autre se sont toujours lancés des anathèmes à la figure de l'autre, l'un et l'autre. Donc de ce côté-là, comme il n'y a jamais eu de confiance, ils ne peuvent pas mettre leurs réseaux ensemble pour travailler parce que chacun a peur de l'autre. Donc de ce côté-là, j'exclus, personnellement, mais j'ai pas d'informations, c'est de l'analyse, j'exclus totalement une quelconque proximité, rapprochement, travail de confiance entre l'un et l'autre, entre les réseaux de l'un et l'autre [...].

Ainsi, compte tenu de la nature des questions posées aux experts – on s'interroge sur le plausible et le souhaitable –, c'est sur le seul terrain de l'argumentation, et donc du vraisemblable, que la requête médiatique en expertise est susceptible de générer des réponses. Contrairement aux conclusions d'une démonstration, celles d'une argumentation sont toujours réfutables (Reboul, 2001 : 106). Or, il se trouve que c'est précisément là que réside l'essence du vraisemblable, dont on peut avancer la définition suivante : ce qui semble vrai compte tenu d'un certain nombre d'éléments de preuves apportés à son appui sans que ces dernières ne puissent cependant constituer un rempart inébranlable contre son éventuelle réfutation au moyen de l'apport d'éléments de preuve autres.

Dans un contexte où compte tenu de la nature des questions soumises à expertise, seule l'argumentation est permise, le vraisemblable constitue donc une qualité attachée à la conclusion des argumentations mises en œuvre dans le cadre des actes d'expertise commandés. Or, ces conclusions, ce sont des thèses. Telle est donc la caractéristique fondamentale des expertises proposées : des argumentations concluant sur du vraisemblable.

L'impact du vraisemblable : l'expertise exposée au doute

Or, l'ancrage des expertises dans le vraisemblable les fragilise : marqué du sceau du réfutable, le vraisemblable se caractérise par l'absence de certitude, et par conséquent par une place dévolue au doute, lequel va précisément empreindre la réception journalistique de nombre d'expertises. Car si aux yeux de l'instance journalistique, l'identité de l'expert justifie sa sollicitation, cet élément constitue dans le même temps un paramètre d'évaluation de la crédibilité des analyses délivrées. A cet égard, observons la réaction de Serge Moati face aux propos de Gilles Leclair, directeur de l'Unité de coordination de la lutte anti-terroriste niant l'existence d'un soutien de l'état irakien au réseau Al Qaeda :

Tableau 7 : *Ripostes*, 23/03/03

G. Leclair : ...On n'a pas vu, vraiment, de preuves tangibles de ce lien direct actuellement.

S. Moati : Vous en êtes sûr, sûr, Monsieur Leclair ?

G. Leclair : Les services de renseignement le disent.

S. Moati : Bon, alors vous faites confiance aux services de renseignement ! Ce qui est dans votre mission, cher Monsieur Leclair !

L'identité professionnelle de l'expert entraîne chez l'instance journalistique l'existence d'un présupposé : la fonction qu'il exerce lui interdit de désavouer les services de renseignement en contredisant leurs informations, ce qui entache la crédibilité de son expertise. Si, ici, la mise à distance de l'expertise apparaît comme consécutive à la conscience journalistique de l'appartenance professionnelle de l'expert à une institution (en l'espèce, l'Etat), dans l'illustration suivante, cette attitude journalistique semble être motivée par la conscience du rattachement de l'expert à une toute autre catégorie d'appartenance. Réfutant toute responsabilité de l'islam dans le terrorisme islamique, Samira Sitail, directrice de l'information de la chaîne marocaine 2M, se voit opposer l'incrédulité de l'animateur :

Tableau 8 : *Ripostes*, 21/03/04

S. Moati : Bien sûr... bien sûr, mais ce sont des musulmans, quand même, qui jettent des bombes ? On est d'accord ?

S. Sitail : Ce sont des musulmans...

S. Moati : C'est pas une grave offense que ce que je dis, ça ! Bon !

S. Sitail : Non ! ce sont des terroristes qui, sous couvert de l'islam, jettent des bombes !

« C'est pas une grave offense que ce que je dis, ça ! » : ici se trouve manifestée la conscience journalistique de l'appartenance de Samira Sitail au groupe confessionnel dont la responsabilité se trouve précisément soulevée. Or justement, ce lien supposé constitue le déclencheur de la mise à distance des propos de l'énonciateur, et ceci de la même manière que le rattachement de Gilles Leclair à la sphère étatique motivait l'attitude dubitative de l'instance journalistique. Dans les deux cas, le point commun semble être une présomption journalistique attachée à la personne même de l'expert : celle d'éventuel porte-voix d'un groupe social, ou d'une institution. La réflexion suivante, adressée par Yves Calvi à Jean-Claude Barreau, invité en qualité de « spécialiste des religions », témoigne toujours, quoique différemment, du lien intime entre cette présomption (en l'espèce, présomption d'appartenance à une communauté morale²⁶) et le degré de crédibilité accordé aux analyses présentées. Ainsi s'esquisse un critère au regard duquel semble s'opérer l'évaluation de la crédibilité des expertises proposées.

26 Nous nous référons à la distinction heuristique opérée par Patrick Charaudeau entre communautés scientifique, dogmatique, partisane et morale, cette dernière communauté désignant « un regroupement d'individus autour d'un corps d'appréciations », in Charaudeau, 1999.

Tableau 9 : *C dans l'air*, 25/10/01

Y. Calvi : [...] Il ne faut pas qu'on prenne de faux fuyants, il faut qu'on se parle très franchement. Si, dans ce texte (le Coran) il y a des appels à la guerre, disons-le simplement ! Et il y en a, Jean-Claude Barreau !

J.-C. Barreau : Il y en a, oui [...]. Pour moi, c'est pas du tout une critique parce que je ne suis pas antimilitariste. Mahomet est un conquérant, c'est le seul...

Y. Calvi : Pas antimilitariste et pas antimusulman, Jean, je ne le vous fais pas dire !

J.-C. Barreau : Je ne suis pas non plus antimusulman, d'ailleurs vous le savez !

Conclusion

L'observation des modalités à travers lesquelles l'instance journalistique manifeste sa réception des expertises convoquées révèle que si la raison d'être de la sollicitation médiatique des experts réside dans leur capacité à mettre en œuvre une compétence heuristique, cette dernière, bien que fondamentale, n'exclut cependant pas des attitudes journalistiques prudentes vis-à-vis de la crédibilité des expertises proposées. Cela tient à la nature particulière des contenus proposés : exposés à la réfutation du fait de leur ancrage dans le vraisemblable, les discours d'expertise ont par essence une portée limitée susceptible de les exposer à une réception journalistique distanciée.

A cet égard, la notion de porte-voix semble pouvoir être pertinemment retenue pour désigner une fonction sociale dont la seule présomption d'exercice emporterait aussitôt distanciation vis à vis de la thèse proposée²⁷. Nous proposons d'y voir le critère au regard duquel est opérée, par les journalistes, la distinction entre les expertises dont la crédibilité n'est pas contestée, et celles dont elle est mise en cause.

Ainsi, derrière une apparente représentation médiatique unifiée de la figure de l'expert, se profilerait une réception hiérarchisée des expertises convoquées. Mais cela signifie t-il pour autant

27 Cette notion de « porte voix » nécessite d'être distinguée de celle de « porte-parole », laquelle se réfère plutôt à une identité professionnelle, même si la nature de cette dernière peut justifier son rattachement à la fonction sociale de porte-voix.

l'existence d'attitudes journalistiques d'agrément de certains schèmes interprétatifs au détriment de thèses contraires ? Riche d'implications, l'hypothèse mérite d'être explorée.

BOCHRA NEMRI

*Centre de recherches sur les médiations (CREM) –
Université de Lorraine*

BIBLIOGRAPHIE

- Aristote**, (1998), *Rhétorique*, Paris, Gallimard, 297 p.
- Austin J. L.**, (1991), *Quand dire c'est faire*, Paris, Edition du seuil, 202 p.
- Breton P. et Gauthier G.**, (2000), *Histoire des théories de l'argumentation*, Paris, La découverte, 122 p.
- Charaudeau P.**, (2011), *Les médias et l'information : l'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck, 255 p.
- Charaudeau P. et Maingueneau D.**, (2002), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Le seuil, 661 p.
- Charaudeau P.**, (1999), *La médiatisation de l'espace public comme phénomène de fragmentation*, in Etudes de Communication, n° 22, pp. 73-92.
- De Fornel M.**, (1996), *Qu'est ce qu'un expert ? Connaissances procédurale et déclarative dans l'interaction médicale*, in Réseaux, volume 8, n° 43, pp. 59-80.
- Lochard G.**, (2005), *L'information télévisée*, Paris, Vuibert, 219 p.
- Maingueneau D.**, (2009), *Les termes clés de l'analyse du discours*, Paris, Seuil, 143 p.
- Nel N.**, (1990), *Le débat télévisé*, Paris, A. Colin, 272 p.
- Nel N.**, (1989), *Eléments d'analyse du débat télévisé*, in Etudes de Communication, n° 10, pp. 83-92.
- Plantin C.**, (1996), *L'argumentation*, Paris, Seuil, 96 p.
- Reboul O.**, (2001), *Introduction à la rhétorique*, Paris, PUF, 242 p.
- Rouquette S.**, (2002), *Vie et mort des débats télévisés. 1958-2000*, Paris, Louvain-la-Neuve, INA/De Boeck, 251 p.
- Tavernier A.**, (2009), *Rhétoriques journalistiques de médiation*, in Questions de Communication, n° 16, pp. 71-96.